



Chapitre 8. Annexes

8.1 Méthodes utilisées pour éclairer les délibérations et les recommandations des commissaires	124
8.2 Biographies des commissaires	126
8.3 Secrétariat	132
8.4 Bailleurs de fonds	133
8.5 Affiliations et intérêts des commissaires et du secrétariat	134
8.6 Conseillers et autres remerciements	137
8.7 Chronologie	138
8.8 Annexe à la section 8.1 – Liste des rapports des commissions mondiales	139
8.9 Annexe à la section 8.5 – Politique relative aux conflits d'intérêts	142
8.10 Bibliographie	145

Comme indiqué dans l'introduction, les annexes complètent les sections clés de l'introduction. Ils complètent également de nombreux autres chapitres. La première annexe (8.1) décrit les méthodes utilisées pour éclairer les délibérations et les recommandations des commissaires. Quatre annexes (8.2, 8.3, 8.5 et 8.6) fournissent des informations supplémentaires sur les commissaires, le secrétariat et les conseillers qui ont façonné le rapport et son contenu. Une annexe (8.4) décrit le financement de la Commission sur les données probantes. L'annexe finale (8.7) fournit une version plus détaillée des échéanciers présentés pour la première fois dans la section 1.6.

Copyright © 2022 Université McMaster. Tous les droits sont réservés. Ce travail est sous licence Creative Commons Attribution-NoDerivatives 4.0 International License. Aucune partie de ce rapport ne peut être adaptée de quelque manière que ce soit sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur.

L'Université McMaster met gratuitement ce chapitre du rapport à la disposition du public afin de promouvoir l'intérêt public. Cependant, l'Université n'autorise pas la publication de ce chapitre sur des sites Web autres que le site Web du secrétariat de la Commission sur les données probantes (le McMaster Health Forum) ou sa diffusion électronique. Le rapport complet est également disponible en téléchargement gratuit sur le site Web de la Commission sur les données probantes et en achat sur Amazon et d'autres magasins en ligne.

Ce chapitre du rapport et les informations qu'il contient sont uniquement à des fins d'information et d'intérêt public, sont fournis tels quels (sans garantie, expresse ou implicite) et ne sont pas destinés à se substituer à des conseils financiers, juridiques ou médicaux. L'Université McMaster, le secrétariat de la Commission sur les données probantes, les commissaires et l'éditeur n'assument aucune responsabilité pour les pertes ou dommages causés ou prétendument causés, directement ou indirectement, par l'utilisation des informations contenues dans ce chapitre du rapport, et ils déclinent spécifiquement toute responsabilité encourue de son usage.

Agissant au nom de la Commission sur les données probantes, le McMaster Health Forum souhaite recevoir des commentaires sur le rapport, ainsi que des suggestions sur les voies à suivre pour influencer la mise en œuvre des recommandations du rapport. Veuillez envoyer vos commentaires à evidencecommission@mcmaster.ca.

La citation appropriée pour ce rapport est :

Commission mondiale sur les données probantes pour relever les défis de société. Chapitre 8. Annexes. Le rapport de la Commission sur les données probantes : un appel à l'action et une voie à suivre pour les décideurs, intermédiaires de données probantes et producteurs de données probantes axés sur l'impact. Hamilton : McMaster Health Forum, 2022 ; p. 123-147.

ISBN 978-1-927565-40-7 (en ligne)
ISBN 978-1-927565-34-6 (imprimé)

8.1 Méthodes utilisées pour éclairer les délibérations et les recommandations des commissaires

L'une des cinq caractéristiques souhaitables pour les commissions mondiales (voir la **section 1.1** pour la liste complète) est que la commission soit habilitée par l'utilisation de méthodes systématiques et transparentes pour examiner les données probantes (par exemple, l'analyse des données et les synthèses de données probantes) qui ont éclairé les délibérations sur les sections (par exemple, des infographies, des tableaux et des zones de texte) et des recommandations.

Nous avons utilisé trois principaux types de méthodes pour éclairer les délibérations et les recommandations des commissaires :

- examiner les synthèses de données probantes existantes sur les nombreux sujets abordés par la Commission sur les données probantes (dont la recherche a été menée par Kaelan Moat et qui était particulièrement importante pour les **sections 3.3 à 3.6 et 4.11**) ou, en leur absence, des études primaires ou des rapports et articles clés (dont la recherche a été menée par John Lavis et Kaelan Moat et qui était particulièrement importante pour les **sections 1.1, 1.6, 1.7, 2.1, 2.3, 2.4, 3.1, 3.7, 4.2, 4.5, 4.7, 4.8, 4.9, 4.12, 4.13, 5.1 à 5.4, 6.1 et 6.2**)
- analyser les commissions mondiales traitant des défis sociétaux qui ont publié des rapports depuis le 1^{er} janvier 2016 ou qui sont en cours (analyses qui ont été dirigées par Kartik Sharma et soutenues par Hannah Gillis et qui ont abouti aux **sections 1.1, 2.5, 3.8 et 4.15**, et qui ont éclairé les analyses de John Lavis et qui a donné lieu aux **sections 7.1 et 7.3**)
- analyser deux répertoires de synthèses de données probantes (analyses qui ont été dirigées par James McKinlay et Cristian Mansilla et qui ont abouti à la **section 4.5**).

La sélection d'exemples tout au long du rapport était basée sur la riche expérience des commissaires et du personnel du secrétariat.

La recherche de synthèses de données probantes existantes s'est d'abord concentrée sur les répertoires les plus appropriés pour les synthèses de données probantes, puis sur les bases de données bibliographiques plus générales et Google. Lorsque des synthèses de données probantes pertinentes n'ont pas pu être trouvées, la recherche d'études primaires, ainsi que de rapports et d'articles marquants, s'est concentrée sur les bases de données bibliographiques générales et Google. Les rapports marquants comprenaient ceux produits par :

- des organismes mondiaux permanents qui ont publié des rapports ponctuels spécifiquement axés sur l'utilisation de données probantes pour relever les défis sociétaux, tels que le Rapport sur le développement dans le monde 2021 qui traitait de l'analyse des données (au moins en partie)
- des commissions nationales et infranationales spécifiquement axées sur l'utilisation des données probantes pour relever les défis sociétaux, telles que la Commission de l'ère Obama sur l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes (et le mémorandum présidentiel et le mémorandum du Bureau de la gestion et du budget connexes et plus récents de l'ère Biden). (1)

Des synthèses de données probantes supplémentaires et des études primaires, ainsi que des rapports et des documents marquants, ont été identifiés par les commissaires et le personnel du secrétariat. Une recherche ciblée de définitions des formes sous lesquelles les données probantes sont généralement rencontrées a abouti à la **section 4.2**, une analyse thématique des discussions sur une liste de diffusion en ligne concernant les produits « vivants » de données probantes a éclairé la **section 4.7**, une étroite collaboration avec un commissaire autochtone (Daniel Iberê Alves da Silvas) a abouti à la **section 4.10**, le rôle de participant-observateur de nombreux membres du personnel du secrétariat a éclairé la **section 4.13**, et une analyse récemment achevée par un membre du personnel du secrétariat (Kartik Sharma) a abouti à la **section 5.5**.

La recherche concernant les commissions mondiales (ou les organisations qui se réunissent, agissent en tant que secrétariat et/ou financent des commissions) a impliqué une combinaison d'entretiens avec des informateurs clés (y compris des commissaires, d'autres personnes bien informées et les partenaires du réseau COVID-19 Evidence Network to support Decision-making (COVID-END), ainsi que des recherches sur Google, des recherches bibliographiques et des revues de sites Web. À partir de cette « population » de commissions, nous avons délibérément échantillonné les commissions en utilisant trois critères d'inclusion :

- celles ayant une portée mondiale (par exemple, non régionale, nationale ou infranationale), et notons que nous avons exclu les panels de lignes directrices, les processus Delphi modifiés et les processus de négociation de traités
- celles ayant les rapports les plus récents qui ont été publiés le ou après le 1^{er} janvier 2016 (c'est-à-dire le début de l'ère des Objectifs de développement durable)

- celles ayant fait des recommandations sur lesquelles les acteurs clés de la société peuvent donner suite (par exemple, pas seulement des recommandations par et pour les chercheurs ou les bailleurs de fonds de la recherche).

Pour les 73 commissions Lancet terminées, nous en avons exclu 16 en raison d'un manque de portée mondiale, 20 en fonction de la date de publication de leur rapport et 26 en raison d'un manque de lien avec au moins un Objectif de développement durable non lié à la santé. Nous avons également identifié trois commissions Lancet en cours dans le rapport de la Commission de réforme pour la résilience. Nous avons maintenu une liste des rapports quasi pertinents (ceux qui répondaient partiellement, mais pas entièrement à nos critères d'inclusion). Nous avons peut-être manqué des commissions mondiales qui utilisaient le nom de « personnes éminentes » dans leur titre parce que ce terme ne faisait pas partie de notre recherche initiale.

Nous avons extrait et analysé des données sur les 54 commissions mondiales (48 terminées, une qui avait publié un rapport, mais pas encore son rapport final et cinq en cours) et leurs 70 rapports pour préparer quatre sections et en informer une autre :

- commissions par caractéristiques souhaitables des commissions (**section 1.1**)
- rapports des commissions par types de défis (**section 2.5**)
- rapports des commissions par types de décideurs (**section 3.8**)
- rapports des commissions par formes de données probantes (**section 4.15**)
- recommandations (**section 7.1**).

Pour cette dernière section, nous avons mené une analyse thématique pour identifier les recommandations des commissions achevées qui pourraient être approuvées ou renforcées, et pour identifier les recommandations provisoires des commissions actives (ou des signaux sur les recommandations probables) qui pourraient être approuvées ou renforcées et/ou élaborées en concertation avec eux. Pour toutes ces sections, nous nous sommes concentrés sur ce qui a été signalé (ce qui peut ne pas refléter ce qui a été réellement fait). Des détails supplémentaires sur la façon de recenser les recommandations sont disponibles sur demande. Nous n'avons pas mené d'entrevues ni examiné de sites Web. Une liste des commissions mondiales et de leurs rapports est fournie en annexe (**8.8**).

Deux approches ont été utilisées pour obtenir la contribution des commissaires lors de la rédaction des recommandations :

- une analyse thématique des recommandations de toutes les commissions mondiales ayant publié des rapports depuis le 1er janvier 2016 qui ont identifié des recommandations qui traitent de problèmes similaires à ceux de la Commission sur les données probantes (qui étaient au cœur de la **section 7.1**)
- une liste de recommandations potentielles qui ont émergé lors des appels et des échanges par courriel avec les commissaires, des conseillers et d'autres parties prenantes.

Plusieurs formats ont été proposés aux commissaires, qui pouvaient être choisis individuellement ou en combinaison :

- des recommandations (ou appels à l'action), chacune dirigée vers une ou plusieurs catégories spécifiques d'acteurs, décrivant la ou les actions qui doivent être prises et précisant un calendrier sur lequel elles doivent être prises (c'est-à-dire en utilisant une « feuille de route »)
- un projet de résolution pour examen par l'ONU, le G20 ou une autre organisation multilatérale
- une législation modèle qui pourrait être adaptée par les décideurs gouvernementaux (comme le Foundations for Evidence-Based Policy Act de 2018 ou l'Evidence Act aux États-Unis)
- un accord ou une charte que les gouvernements, associations et autres partisans peuvent signer.

Ayant opté pour un format de recommandations, les commissaires ont fourni plusieurs séries de commentaires sur les recommandations préliminaires:

- de brèves discussions lors des appels téléphoniques de septembre, octobre et novembre avec les commissaires
- trois séries de sondages en ligne, dont la première a conduit à un changement dans la formulation de chaque recommandation (chaque recommandation étant initialement formulée sous la forme d'une seule phrase, puis ensuite formulée avec un bref « titre » puis un ensemble de points qui développent le titre).

8.2 Biographies des commissaires

Amanda Katili Niode est une conseillère politique talentueuse et une dirigeante d'organisation non gouvernementale travaillant en tant que directrice du Climate Reality Project Indonesia, qui fait partie d'une organisation mondiale fondée par l'ancien vice-président américain Al Gore visant à rendre la crise climatique incontournable et les actions qui peuvent être prises pour y remédier. Amanda est certifiée en tant que coach exécutif et mentor sur le climat et la durabilité, en partenariat avec des individus, des organisations et des entreprises pour faire avancer les politiques et les actions environnementales. Amanda a précédemment occupé le poste d'assistante spéciale indonésienne auprès du ministre de l'Environnement et de chef de l'équipe d'experts de l'envoyé spécial du président pour le changement climatique. Pour son travail visant à promouvoir les Objectifs de développement durable (ODD), le Programme des Nations Unies pour le développement a invité Amanda à devenir une « influence des ODD » en Indonésie. Dans ses autres rôles, Amanda est chroniqueuse hebdomadaire sur les questions environnementales, et est co-fondatrice et présidente de la Fondation Omar Niode, une organisation à but non lucratif qui propose des repas cuisinés à la maison aux travailleurs médicaux et aux bénévoles qui luttent contre la pandémie de COVID-19 en Indonésie. Amanda est titulaire d'un doctorat de la School of Environment and Sustainability de l'Université du Michigan et d'un B.Sc. de l'École des sciences naturelles et de la technologie de l'Institut Teknologi Bandung.

Andrew Leigh est un décideur politique chevronné, occupant le poste de ministre adjoint du cabinet fantôme du Trésor et des organismes de bienfaisance et membre fédéral de Fenner en Australie. Andrew est compétent en politique économique, ayant travaillé comme professeur d'économie à l'Université nationale australienne avant d'être élu au gouvernement en 2010. Andrew est membre de l'Académie australienne des sciences sociales et ancien récipiendaire du « Young Economist Award », un prix décerné tous les deux ans par la Economics Society of Australia au meilleur économiste de moins de 40 ans. Andrew est un animateur de podcast et a écrit plus d'une demi-douzaine de livres avec ses titres les plus récents, notamment : *Randomistas: How Radical Researchers Changed Our World* (2018), *Innovation + Equality: How to Create a Future That Is More Star Trek Than Terminator* (with Joshua Gans) (2019), et *Reconnected: A Community Builder's Handbook* (avec Nick Terrell) (2020). Andrew est titulaire d'un doctorat en politiques publiques de Harvard et est diplômé de l'Université de Sydney avec mention honorable en arts et en droit.

Antaryami Dash est un leader organisationnel non gouvernemental expérimenté qui dirige le portefeuille thématique sur la santé et la nutrition à Save the Children, en Inde et copréside le groupe de travail technique sur la nutrition de Save the Children. Auparavant, Antaryami a travaillé avec l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) et des systèmes de santé gouvernementaux, apportant ses compétences et son expertise sur les questions liées à la gestion communautaire de la malnutrition aiguë, la nutrition dans les situations d'urgence, la surveillance nutritionnelle, le renforcement des systèmes de santé, l'analyse de données, et la recherche. Ses recherches sur les politiques publiques économiques et nutritionnelles ont couvert des domaines tels que : l'évaluation du coût de l'alimentation en Inde et la recherche de solutions pour minimiser l'écart d'abordabilité d'un régime nutritif ; évaluer la co-couverture au niveau des ménages des interventions spécifiques à la nutrition et sensibles à la nutrition ; réduire la malnutrition infantile en améliorant l'alimentation des ménages en utilisant une approche de déviance positive ; et évaluer l'efficacité de la campagne et la couverture de la vitamine A et du déparasitage. Antaryami a encadré les participants au cours de Save the Children sur « Nourrir les plus jeunes et ressourcer les familles pour une meilleure nutrition ». Il est titulaire d'un baccalauréat en médecine homéopathique et chirurgie, d'une maîtrise en santé publique, spécialisée en administration de la santé, et poursuit actuellement son doctorat en santé publique au Tata Institute of Social Sciences.

Asma Al Manna'ei est une fonctionnaire qualifiée qui dirige les efforts visant à remodeler et à améliorer le secteur des soins de santé dans l'émirat d'Abou Dhabi en tant que directrice générale de la recherche et de l'innovation au ministère de la Santé du gouvernement. Asma préside actuellement plusieurs comités aux Émirats arabes unis (EAU), tels que le Comité de recherche et de technologie en santé d'Abu Dhabi, et siège au conseil d'administration du Centre national de réadaptation. Auparavant, Asma a occupé le poste de directrice de la stratégie et de la qualité des soins du ministère, menant sa transformation en matière de qualité et de sécurité des soins aux patients. Asma a présenté le cadre primé « Muashir » - un programme innovant et complet de surveillance et d'amélioration de la qualité (le premier du genre au Moyen-Orient et en Afrique du Nord) qui évalue les performances des prestataires de soins de santé sur la base des meilleures pratiques internationales en matière de qualité. Asma a également dirigé et géré le premier pôle d'innovation en technologies de la santé de la région, un système qui facilite l'introduction et l'incubation de nouveaux médicaments, technologies et traitements révolutionnaires à Abu Dhabi et aux Émirats arabes unis. Asma est titulaire d'une maîtrise en santé publique de l'Université Johns Hopkins, d'un diplôme de recherche clinique de l'École de recherche clinique de Vienne et d'une licence en médecine de l'Université des Émirats arabes unis. Elle a également reçu une formation de direction en leadership avancé et en gestion à la Kennedy School of Government de Harvard.

Daniel Iberê Alves da Silva est un membre autochtone du peuple M'byá Guarani au Brésil et un leader citoyen engagé à partager les modes de connaissance autochtones. Iberê est conseiller au Conseil municipal des politiques culturelles de Rio Branco, Acre, et membre du Comité thématique des communautés traditionnelles/cultures autochtones. Il a été conseiller fondateur du Conseil indigène du district fédéral du Brésil (2017). Ses recherches explorent la sociologie politique, la gouvernance et la pensée sociale, en particulier en ce qui concerne l'Amazonie et les impacts sur les peuples autochtones. Il a occupé plusieurs rôles dans les organisations suivantes : Usina de Artes João Donato (usine d'art Joao Donato, autrefois le site d'une usine de transformation de noix de cajou, maintenant une école d'art pour la musique, les arts du spectacle et le cinéma) ; l'Institut Dom Moacyr Greci du Centre d'enseignement professionnel et technologique Roberval Cardoso ; le Programa Nacional de Acesso ao Ensino Técnico e Emprego (PRONATEC, qui vise à étendre et démocratiser l'enseignement secondaire public) coordonné par l'Instituto Federal do Acre ; entre autres. Il est doctorant en anthropologie sociale à l'Universidade de Brasília. Il est titulaire d'une maîtrise en sciences sociales de l'Universidade Federal do Rio Grande do Norte avec une spécialisation en politique, développement et société ; et un baccalauréat en sciences sociales, spécialisé en sciences politiques, de l'Universidade Federal do Acre.

David Halpern est un conseiller politique de confiance du gouvernement travaillant en tant que directeur général de la Behavioral Insights Team au Royaume-Uni. David dirige l'équipe depuis sa création en 2010, apportant des connaissances en sciences comportementales et en sciences de la mise en œuvre aux gouvernements du Royaume-Uni et d'autres pays. Avant cela, David a été le premier directeur de recherche de l'Institute for Government, et entre 2001 et 2007, il a été analyste en chef à l'Unité stratégique du premier ministre. David a également été nommé conseiller national de What Works en juillet 2013. Il soutient le What Works Network et dirige les efforts visant à améliorer l'utilisation des données probantes dans l'ensemble du gouvernement. Avant d'entrer au gouvernement, David a occupé des postes à Cambridge et des postes à Oxford et Harvard. Il a écrit plusieurs livres et articles sur des domaines liés aux connaissances comportementales et au bien-être, notamment *Social Capital* (2005), *The Hidden Wealth of Nations* (2010) et *Online Harms and Manipulation* (2019), et il est co-auteur du rapport MINDSPACE. En 2015, David a écrit un livre sur la Behavioral Insights Team intitulé *Inside the Nudge Unit: How Small Changes Can Make a Big Difference*.

Donna-Mae Knights occupe le poste de coordonnatrice des politiques pour le ministère du Développement communautaire, de la Culture et des Arts, à travers lequel elle a participé à la formulation de politiques pour le gouvernement de Trinité-et-Tobago au cours des sept dernières années, dans différents domaines y compris la culture et le développement communautaire durable. Elle est fonctionnaire de carrière et compte 27 années de service dans les domaines des politiques sociales, de la planification et de la recherche, ainsi que de la conception et de la mise en œuvre de stratégies communautaires d'éradication de la pauvreté. Dr Knights a interrompu cette période de service en 2005 et a obtenu une maîtrise en développement international durable à l'Université Brandeis, suivie d'études doctorales en travail social à l'Université Washington à St. Louis. Sa thèse portait sur l'efficacité collective et la prévention communautaire du crime, en examinant le fonctionnement des structures communautaires informelles et leur impact sur la vie sociale et la régulation informelle des communautés.

Fitsum Assefa Adela est la ministre responsable de la Commission de planification et de développement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie. Étant à la tête du principal bureau de planification et d'élaboration des politiques de développement du pays et membre essentiel de l'équipe de politiques macroéconomiques en sa qualité de commissaire, Fitsum apporte une approche pangouvernementale à son leadership dans les politiques, plans et programmes économiques, y compris l'élaboration et la mise en œuvre de réformes économiques locales de l'Éthiopie et de son plan de développement décennal. Fitsum sert également de représentante du gouvernement en liaison avec le Conseil consultatif économique indépendant. Depuis 2018, elle est également membre du conseil d'administration de la Commercial Bank of Ethiopia. Avant d'entrer en politique, Fitsum a été professeure pendant plus d'une décennie à l'Université de Hawassa en Éthiopie, où elle a entrepris plusieurs études interdisciplinaires percutantes axées sur l'environnement et le développement, l'adoption de la technologie et l'analyse de la pauvreté en mettant l'accent sur les facteurs institutionnels. Fitsum est titulaire d'un doctorat en philosophie et économie agricole de l'Université de Giessen en Allemagne, ainsi que d'une maîtrise en études du développement et d'une licence en comptabilité de l'Université d'Addis-Abeba en Éthiopie.

Gillian Leng est directrice générale du National Institute for Health and Care Excellence (NICE), qui offre des services d'orientation, de conseil et d'information aux professionnels de la santé, de la santé publique et des services sociaux au Royaume-Uni. En tant que jeune médecin, Gillian a été frappée par les variations dans les pratiques cliniques, et cela s'est développé en une passion pour l'utilisation des données probantes pour améliorer les soins. Sa carrière a couvert la recherche, la synthèse de données probantes, la gestion et les soins de santé. Son objectif a été de transformer NICE avec de nouvelles méthodes et processus pour être à l'avant-garde de l'évaluation de nouveaux médicaments, dispositifs et diagnostics, et de fournir des lignes directrices dynamiques et vivantes. Gillian a été formée en médecine à Leeds, a travaillé sur des essais cliniques et des recherches épidémiologiques à Édimbourg et a été consultante en santé publique à Londres. Elle a été rédactrice en chef de la Cochrane Collaboration et préside maintenant le Guidelines International Network.

Gonzalo Hernández Licona est un économiste distingué travaillant comme directeur du Multidimensional Poverty Peer Network (MPPN-OPHI), où il coordonne 61 pays et 19 institutions internationales pour faire avancer et échanger des idées sur la mise en œuvre d'indicateurs de pauvreté multidimensionnelle. Basé au Mexique, Gonzalo apporte son expertise dans les évaluations dirigées par les pays à son travail avec l'UNICEF. Il est chercheur principal à l'International Initiative for Impact Evaluation (3ie), associé de recherche à l'Oxford Poverty and Human Development Initiative et membre du conseil d'administration d'El Colegio de México. Il a été secrétaire exécutif du Council for the Evaluation of Social Policy (CONEVAL) entre 2005 et 2019, où il a coordonné l'évaluation des politiques sociales et la mesure de la pauvreté aux niveaux national, étatique et municipal. Ses fonctions précédentes étaient celles de directeur général du suivi et de l'évaluation au ministère du Développement social et de professeur à temps plein à l'Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM), où il travaille toujours à temps partiel. Il faisait également partie du groupe de 15 scientifiques indépendants qui ont rédigé le Rapport mondial sur le développement durable 2019 pour l'ONU. Gonzalo est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université d'Oxford, d'une maîtrise en économie de l'Université d'Essex et d'une licence de l'ITAM.

Hadiqa Bashir est une jeune leader féministe, visionnaire et citoyenne. Elle est née dans une société patriarcale à Saidu Sharif, située dans la vallée de Swat dans la province de Khyber Pakhtunkhwa de la ceinture tribale du Pakistan. Ceci l'a motivée à lutter contre les mariages précoces et forcés dans les régions tribales du Pakistan. À cette fin, elle a fondé Girls United for Human Rights pour protéger et promouvoir les droits des filles. Ce faisant, elle s'est efforcée de sensibiliser sa communauté aux effets négatifs des mariages d'enfants sur la santé mentale et physique des enfants. Hadiqa fait partie du conseil d'administration bénévole d'Eve Alliance et a déjà fait du bénévolat pour A Society for Women's Rights et Sister's Council (Khwendu Jirga, un groupe de défense des femmes au Pakistan qui soutient l'égalité des sexes). Elle a été reconnue en tant que jeune leader de Women Deliver, lauréate du prix With and For Girls (2018-19), finaliste du Commonwealth Youth Award (2017), nominée à deux reprises pour le prix de la paix pour les enfants (2016 et 2017), lauréate du Prix des droits des filles asiatiques (2016), lauréate du Prix humanitaire international Muhammad Ali (2015), récipiendaire d'un prix honorifique de l'honorable président du Sénat de la République islamique du Pakistan et ambassadrice des filles asiatiques.

Howard White est un chef de file de la recherche et le directeur général de la Campbell Collaboration, un réseau international de recherche en sciences sociales qui produit des synthèses de données probantes pertinentes pour la prise de décision. Howard a passé sa carrière à soutenir l'utilisation d'évaluations robustes et a précédemment été directeur général fondateur de l'International Initiative for Impact Evaluation (3ie), ainsi que dirigé le programme d'évaluation d'impact du Groupe d'évaluation indépendant de la Banque mondiale. Howard a conseillé des agences gouvernementales dans de nombreux pays, dans de nombreux secteurs, et ce, à travers le monde. Il a reçu des prix des gouvernements du Bénin et de l'Ouganda pour ses services dans le domaine de l'évaluation. En tant qu'universitaire, il s'oriente vers un travail pertinent pour les politiques et, travaillant dans le domaine des politiques, il croit en la rigueur académique comme fondement des politiques et de la pratique. Howard a commencé sa carrière en tant que chercheur universitaire à l'Institute of Social Studies de La Haye et à l'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex.

Jan Minx est un chercheur axé sur l'impact qui travaille comme professeur sur le changement climatique et les politiques publiques au Priestley International Center for Climate de l'Université de Leeds. Basé en Allemagne, il dirige également le groupe de travail Applied Sustainability Science du Mercator Research Institute on Global Commons and Climate Change, un groupe de réflexion scientifique combinant des analyses de sciences économiques et sociales pour guider les politiques publiques. Jan a contribué de manière substantielle aux récents travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en tant qu'auteur principal coordonnateur du sixième rapport d'évaluation du GIEC, où il co-dirige le chapitre sur les tendances et les moteurs des émissions dans le groupe de travail sur l'atténuation du changement climatique. Il a également joué un rôle majeur au cours du cinquième cycle d'évaluation, où il a coordonné le processus de rapport en tant que chef de l'Unité de soutien technique. Les recherches de Jan couvrent les politiques climatiques, environnementales et de durabilité. Sur le plan méthodologique, un objectif principal de son travail est la synthèse de données probantes, explorant comment l'intelligence artificielle peut aider à adapter les méthodes de synthèse à de très grands corpus de données probantes et les appliquer dans le contexte des évaluations environnementales mondiales où la modélisation est l'approche méthodologique dominante, et développer de nouvelles méthodes de synthèse des données probantes pour faire progresser les conseils scientifiques et les évaluations environnementales mondiales. Il est titulaire d'un doctorat en économie et gestion de l'environnement de l'Université de York et a obtenu son diplôme de premier cycle en économie et en sciences politiques à l'Université de Cologne.

Jinglin He est une leader d'organisation non gouvernementale travaillant en tant que directrice de The Red Leaf Groups, professeure adjointe à l'Institute of Health Data Science de l'Université de Lanzhou et consultante du Centre de recherche de l'Université Tsinghua sur le vieillissement. Auparavant, Jinglin a été consultante à temps plein pour le Fonds des Nations Unies pour la population, directrice générale du Conseil chinois du Lions Club, et responsable principal de programme et coordinatrice régionale à l'UNICEF, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, et l'Organisation mondiale de la Santé. Plus tôt dans sa carrière, Jinglin a enseigné et entrepris des recherches à l'École de santé publique de l'Université de Pékin. Elle apporte une expertise en matière de santé publique et de développement social (en particulier dans les domaines de l'élaboration de politiques, de défense des droits, et de la coopération intersectorielle) et de l'autonomisation (dans des domaines tels que les maladies transmissibles, la sécurité routière, le vieillissement actif, l'égalité des genres, les personnes handicapées et les droits, la jeunesse, et les compétences de vie). Jinglin a obtenu son baccalauréat, sa maîtrise et son doctorat en santé publique à l'Université de Pékin.

Julia Belluz est une journaliste respectée qui travaille comme correspondante principale sur la santé de Vox. Faisant des reportages sur la médecine, la science et la santé publique mondiale sur différentes plateformes et médias, Julia est une intermédiaire de données probantes qualifiée en journalisme de la santé et des politiques sociales. Avant de rejoindre Vox, Julia était boursière Knight Science Journalism au Massachusetts Institute of Technology. Ses écrits ont été publiés dans diverses publications internationales, dont BMJ, Chicago Tribune, le magazine Intelligent Life de Economist, Globe and Mail, LA Times, Maclean's, National Post, ProPublica, Slate et Times of Londres. En 2015, elle a contribué à un chapitre du livre *To Save Humanity: What Matters Most for a Healthy Future*. Julia a été honorée par de nombreux prix de journalisme, dont le Balles Prize in Critical Thinking 2016, le American Society of Nutrition Journalism Award 2017 et trois Canadian National Magazine Awards (en 2007 et 2013). Elle a été finaliste du National Academies of Sciences, Engineering, and Medicine Communications Award 2019. En plus de ses reportages, elle intervient régulièrement dans des universités et des conférences dans le monde entier. Elle détient une M.Sc. de la London School of Economics.

Julian Elliott est l'un des principaux chercheurs cliniciens au monde dans l'utilisation de la technologie pour la synthèse des données probantes. Il est président de l'Australian Living Evidence Consortium, basé à Cochrane Australie au sein de l'École de santé publique et de médecine préventive de l'Université Monash, et était jusqu'à récemment directeur général de l'Australian National COVID-19 Clinical Evidence Taskforce. Julian est un éminent producteur de données probantes, ayant développé le modèle de « données probantes vivantes » - des revues systématiques et des lignes directrices de haute qualité qui sont mises à jour dès que de nouvelles données probantes deviennent disponibles. Ce modèle améliore considérablement l'actualité des données probantes de haute qualité et est maintenant adopté dans le monde entier, y compris par l'Organisation mondiale de la Santé et d'autres grands groupes produisant des lignes directrices. Julian est activement impliqué dans le développement de nouvelles technologies pour améliorer l'application des connaissances. Il a cofondé et est président-directeur général de Covidence, une entreprise technologique à but non lucratif qui fournit la plate-forme logicielle la plus largement utilisée pour la synthèse de données probantes dans le monde. En 2017, Julian a reçu le prix du ministre australien de la Santé pour l'excellence en santé et en recherche médicale. Il est spécialiste des maladies infectieuses à l'hôpital Alfred de Melbourne, en Australie, et a travaillé auparavant pour le ministère cambodgien de la Santé et a été consultant auprès de l'OMS, du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida et de la Banque mondiale.

Kenichi Tsukahara est un leader en ingénierie travaillant comme directeur du Centre de recherche sur la réduction des risques de catastrophe et professeur au département de génie civil de l'Université de Kyushu au Japon. Il a occupé divers postes de haut niveau au ministère du Territoire, des Infrastructures et des Transports auprès du gouvernement japonais. Il apporte plus de trois décennies d'expérience à l'échelle internationale, ayant été conseiller principal auprès de l'Agence japonaise de coopération internationale, directeur général adjoint du Secrétariat du Forum Asie-Pacifique de l'eau, responsable de la stratégie et des politiques à la Banque asiatique de développement et premier secrétaire chargé de la coopération économique, à l'Ambassade du Japon en Indonésie. Il est membre du Conseil scientifique du Japon, chef du groupe sur les catastrophes liées à l'eau du Comité de gestion des risques de catastrophe de la Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs et ingénieur civil professionnel senior de la Japan Society of Civil Engineers/Regional Science Association International. Kenichi est titulaire d'un doctorat du Département des sciences régionales de l'Université de Pennsylvanie et d'un diplôme en génie civil de l'Université de Kyushu.

Kerry Albright est une fonctionnaire internationale travaillant en tant que directrice adjointe par intérim et chef, Facilitation de la recherche et gestion des connaissances, au centre de recherche dédié de l'UNICEF, le Bureau de la recherche-Innocenti (UNICEF-Innocenti), basé à Florence, en Italie. Dans son rôle d'intermédiaire de données probantes, elle supervise l'assurance qualité de la recherche et l'établissement de normes de production de données probantes éthiques pour les 190 bureaux et plus de 15 000 employés de l'UNICEF dans le monde. Elle supervise également les activités d'UNICEF-Innocenti dans les domaines de la gouvernance de la recherche, de la synthèse des données probantes et de la gestion des connaissances, du renforcement des capacités de recherche, de l'adoption et de l'impact de la recherche, ainsi que de la recherche et de la mise en œuvre des sciences du comportement. Le travail de Kerry se concentre sur le renforcement d'une culture des données probantes et de l'apprentissage au sein de l'UNICEF et sur la collaboration avec des partenaires externes pour soutenir une communauté mondiale de pratique autour des données probantes pour les enfants. Avant de rejoindre l'UNICEF en 2015, Kerry a occupé divers postes au ministère britannique du Développement international, aujourd'hui le Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement, où elle était à la tête de l'unité Evidence to Action et a également cofondé le Global Open Data for Agriculture and Nutrition.

Larry Hedges est un statisticien appliqué travaillant en tant que professeur de statistique au conseil d'administration de la Northwestern University à Chicago aux États-Unis. Il est président du département de statistique et a été nommé professeur à l'Institute for Policy Research, à la School of Education and Social Policy du département de psychologie et à la Weinberg School of Medicine. Larry est membre élu de la National Academy of Education et membre de l'American Academy of Arts and Sciences, de l'American Statistical Association, de l'American Psychological Association et de l'American Educational Research Association. Il a cofondé la Society for Research on Educational Effectiveness et a été honoré par la création de la conférence annuelle Hedges en 2016. Il est connu pour avoir intégré la synthèse des données probantes dans les politiques et pratiques éducatives. Larry a reçu le prix Yidan pour la recherche en éducation en 2018. Avant Northwestern, il était Stella M. Rowley Distinguished Service Professor à l'Université de Chicago. Il a obtenu un doctorat de l'Université de Stanford en 1980.

Maureen Smith est une leader citoyenne engagée dans la médecine fondée sur les données probantes et l'engagement des patients/citoyens dans la recherche. Son engagement découle de son expérience avec le système de santé suite à un diagnostic de maladie rare durant son enfance. Maureen est la présidente du Consumer Network Executive de Cochrane et est impliquée dans plusieurs projets et comités consultatifs mondiaux de Cochrane. Au Canada, elle préside le groupe de travail des patients partenaires de l'Unité de soutien de la Stratégie de recherche axée sur le patient (SRAP) de l'Ontario et siège au conseil d'administration. Elle est également membre de l'Alliance des données probantes. Elle est membre patiente du Comité ontarien d'évaluation des médicaments depuis 2014 et du Comité consultatif ontarien des technologies de la santé depuis quatre ans. Plus récemment, Maureen est devenue la responsable du partenariat citoyen pour le réseau COVID-19 Evidence Network to support Decision-making (COVID-END), un réseau mondial de données probantes pour soutenir la prise de décision. Elle a également apporté le point de vue des citoyens en tant que co-investigatrice sur l'initiative mondiale de la cartographie vivante des recommandations e-COVID-19. Auparavant, Maureen a siégé à la direction de l'Organisation canadienne des maladies rares et de Rare Disease International.

Modupe Adefeso-Olateju est une leader organisationnelle reconnue et une experte en politiques spécialisée dans les partenariats public-privé et les évaluations citoyennes dans le domaine de l'éducation. Mo conseille les décideurs politiques, les entreprises et les groupes de réflexion internationaux, et dirige des groupes de travail sur une gamme d'initiatives de soutien au secteur de l'éducation financées par des organisations multilatérales et des sociétés de financement. Elle est membre de l'équipe qui élabore les plans stratégiques à moyen et long terme du Nigéria. Mo siège aux conseils d'administration du Malala Fund, de Slum2School Africa et de la Fondation Unveiling Africa, et est membre du conseil consultatif du réseau People's Action for Learning (PAL). Elle offre des conseils techniques sur la mise à l'échelle de l'innovation en matière d'éducation au projet Center for Universal Education Millions Learning de la Brookings Institution et au Global Schools Forum Learning Labs. En tant que boursière du Centenary Scholarship Fund, elle est diplômée de l'UCL Institute of Education avec un doctorat en éducation et développement international, et est membre de l'Asia-Global Institute à Hong Kong.

Neil Vora est médecin à Conservation International où il dirige les efforts à l'interface entre les efforts de conservation – s'attaquant aux moteurs sous-jacents de l'émergence d'agents pathogènes tels que la déforestation - et la prévention des pandémies. Il travaillait auparavant pour les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des États-Unis, qu'il a rejoints pour la première fois en 2012 en tant que responsable du service de renseignement épidémique. Pendant qu'il travaillait avec le CDC, Neil a été déployé au Libéria et en République démocratique du Congo pour aider à répondre aux deux plus grandes épidémies d'Ebola jamais documentées, et en Géorgie pour mener une enquête sur un virus récemment découvert lié au virus de la variole. En 2020-2021, il a dirigé le programme de recherche des contacts COVID de la ville de New York, composé de plus de 3 000 employés. Il est actuellement rédacteur en chef adjoint de la revue Emerging Infectious Diseases du CDC et professeur adjoint de médecine interne à l'Université Columbia. Neil voit toujours des patients dans une clinique publique de lutte contre la tuberculose à New York.

Petrarca Karetji est à la tête du Pulse Lab Jakarta du réseau Global Pulse des Nations Unies. Pulse Lab Jakarta a été créé en tant que laboratoire d'innovation pour les mégadonnées et émerge maintenant comme un accélérateur de partenariat analytique pour le développement et l'action humanitaire. Petra a plus de 25 ans d'expérience professionnelle, assumant une gamme de rôles dans l'industrie du développement international. Ceux-ci incluent en tant que chef d'équipe de l'Initiative du secteur de la connaissance en Indonésie pour RTI International, un institut de recherche indépendant à but non lucratif dédié à l'amélioration de la condition humaine ; conseiller principal en partenariats pour le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce ; directeur pour la pauvreté, la décentralisation et le développement rural à AusAID ; directeur de l'Eastern Indonesia Knowledge Exchange/BaKTI et chef d'équipe du bureau de soutien multidonateur pour l'est de l'Indonésie au sein de la Banque mondiale ; et directeur d'Austraining Nusantara. Il est titulaire d'un baccalauréat en éducation et d'une maîtrise en études du développement de l'Université chrétienne Satya Wacana.

Soledad Quiroz Valenzuela est conseillère scientifique du gouvernement en politique environnementale et travaille en tant que secrétaire exécutive du Comité scientifique chilien sur le changement climatique. Soledad a récemment été nommée au poste de vice-présidente de la politique du International Network for Government Science Advice (INGSA) et siège au comité directeur de la section Amérique latine et Caraïbes de l'INGSA. Elle a été conférencière et chercheuse en politique scientifique et technologique, en conseil scientifique et en diplomatie scientifique. Elle participe au Réseau de diplomatie scientifique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (DiploCientifica). Soledad est titulaire d'un doctorat en biochimie et biologie moléculaire de l'Université d'État du Michigan et d'une maîtrise en politiques publiques et gestion de l'Université Carnegie Mellon.

Steven Kern est directeur adjoint, Sciences quantitatives, à la Fondation Bill et Melinda Gates, basée à Seattle, Washington, États-Unis. Il dirige une équipe qui joue un rôle crucial d'intermédiaire de données probantes, en fournissant des analyses quantitatives - y compris des analyses de données et d'autres formes de données probantes - pour soutenir les équipes de la fondation pour les projets thérapeutiques. Avant de rejoindre la fondation, il était responsable mondial de la modélisation pharmacologique chez Novartis Pharma AG (basée à Bâle, en Suisse), où il a dirigé une équipe qui a fourni un soutien au développement de médicaments basés sur des modèles pour des projets thérapeutiques dans de nombreux domaines pathologiques et à tous les stades de développement des médicaments. Auparavant, il était professeur agrégé de pharmacie, d'anesthésiologie et de bio-ingénierie à l'Université de l'Utah à Salt Lake City, où il a été co-chercheur pour l'unité de recherche en pharmacologie pédiatrique financée par les National Institutes of Health. Steven a conçu, mené et servi en tant que chercheur principal pour des études de pharmacologie clinique qui couvrent la population des nourrissons prématurés aux personnes âgées. Steven est titulaire d'un baccalauréat en génie mécanique de l'Université Cornell, d'une maîtrise en bio-ingénierie de la Penn State University et d'un doctorat en bio-ingénierie de l'Université de l'Utah. Il a publié plus de 60 articles dans les domaines de la modélisation pharmacocinétique et pharmacodynamique, appliquant les principes de l'ingénierie des systèmes de contrôle à l'administration de médicaments et à la pharmacologie clinique.

8.3 Secrétariat

John N. Lavis



Codirecteur, Secrétariat de la
Commission sur les données
probantes

Jeremy Grimshaw



Codirecteur, Secrétariat
de la Commission sur les
données probantes

Jenn Thornhill Verma



Responsable exécutive,
Secrétariat de la Commission
sur les données probantes

Le secrétariat comprenait deux codirecteurs scientifiques (John Lavis et Jeremy Grimshaw) et une responsable exécutive (Jenn Thornhill Verma), ainsi que de nombreux employés à temps plein et contractuels du McMaster Health Forum (sauf indication contraire). Les membres du secrétariat ont joué de nombreux rôles au cours de la vie de la Commission, y compris les rôles suivants pour le rapport final.

- **John Lavis** a agi en tant que rédacteur principal du rapport et a dirigé la rédaction et la révision du rapport (y compris le texte dans les infographies) et des recommandations
- **Jenn Thornhill Verma** a dirigé le processus créatif visant à rendre les infographies du rapport aussi attrayantes que possible et a dirigé une grande partie de l'engagement avec les commissaires, les conseillers et les bailleurs de fonds
- **Jeremy Grimshaw** (de l'Institut de recherche de l'Hôpital d'Ottawa) a aidé à façonner le rapport et a fourni des commentaires sur les premières ébauches des sections clés
- **Kaelan Moat** a dirigé de nombreuses synthèses de données probantes utilisées durant la rédaction du rapport
- **Kartik Sharma** a dirigé de nombreuses analyses utilisées dans la rédaction des sections relatives aux commissions mondiales
- **Hannah Gillis** a contribué à de nombreuses analyses utilisées dans la rédaction des sections relatives aux commissions mondiales
- **David Tovey** (un conseiller principal du réseau COVID-END) a fourni une synthèse des articles qui ont constitué le fondement de la **section 4.12** (sur les lacunes des systèmes de recherche en santé) et a fourni des commentaires sur certaines autres sections
- **Jorge Barreto** (de Fiocruz Brasília) a soutenu l'engagement de notre commissaire brésilien
- **Ileana Ciurea** a assuré la gestion globale du projet et coordonné la participation du personnel du McMaster Health Forum, notamment :
 - **Brittany Dinallo** qui a fourni des conseils marketing
 - **Cristian Mansilla** qui a entrepris les analyses du contenu de la base de données COVID-END pour soutenir la rédaction de certaines sections et qui a aidé à vérifier la traduction espagnole du rapport
 - **François-Pierre Gauvin** qui a contribué aux enjeux touchant la participation citoyenne du rapport et qui a supervisé la traduction française du rapport
 - **James McKinlay** qui a entrepris les analyses du contenu de Social Systems Evidence pour la rédaction de la **section 4.5**
 - **Julie Baird** qui a assuré le soutien opérationnel
 - **Kerry Waddell** qui a aidé à la gestion des références bibliographiques
 - **Paul Ciurea** qui a aidé à assurer l'alignement entre les versions Word et InDesign du contenu
 - **Saif Alam** qui a aidé à la saisie des données des références bibliographiques
 - **Sarah Holden** qui a aidé avec certains premiers travaux de conception graphique
 - **Steve Lott** qui a fourni un soutien aux communications
- **Christy Groves** a dirigé la conception graphique des infographies et autres visuels, ainsi que du rapport complet
- **Amy Zierler** a dirigé le processus initial d'édition du rapport
- **Sue Johnston** a dirigé le processus de révision finale

Les biographies et les coordonnées de nombreux membres du secrétariat basés au McMaster Health Forum sont disponibles sur le site Web du Forum.

Le secrétariat a largement bénéficié des contributions du Advocating Working Group du réseau COVID-END et des contributions reçues dans le cadre de son rôle de co-responsable (avec l'OMS) de l'événement Cochrane Convenes qui s'est tenu en octobre 2021.

8.4 Bailleurs de fonds

Les commissaires et le secrétariat remercient chaleureusement les bailleurs de fonds suivants :

 American Institutes for Research




 Instituts de recherche en santé du Canada grâce à une subvention au McMaster Health Forum au nom du COVID-19 Evidence Network to support Decision-making (COVID-END)



 Fondation AMC / CMA Foundation



 Excellence en santé Canada



 Health Research Board



 Michael Smith Health Research BC



8.5 Affiliations et intérêts des commissaires et du secrétariat

La Commission sur les données probantes n'a pas fait de recommandations spécifiques qui pourraient bénéficier (ou nuire) financièrement ou autrement affecter les intérêts financiers ou non financiers d'une organisation. Cependant, la Commission sur les données probantes a fourni de nombreux exemples d'organisations, parmi beaucoup d'autres, qui pourraient bénéficier financièrement si des recommandations particulières étaient mises en œuvre. Voici des exemples d'organisations avec lesquelles un ou plusieurs commissaires ou membres du personnel du secrétariat (ou leurs conjoint(e)s) ont des affiliations ou ont eu des affiliations au cours des cinq dernières années. Ces organisations sont regroupées selon l'existence et la nature de toute considération financière. Des détails supplémentaires sur notre approche pour la gestion des conflits d'intérêts sont fournis en annexe [\(8.9\)](#).

- Employé
 - Australian Living Evidence Consortium, Monash University (Julian Elliott)
 - Alfred Health (Julian Elliott)
 - Behavioural Insights Team (David Halpern)
 - Bill and Melinda Gates Foundation (Steven Kern)
 - Campbell Collaboration (Howard White)
 - Centers for Disease Control and Prevention (Neil Vora)
 - Conservation International (Neil Vora)
 - Girls United for Human Rights (Hadiqa Bashir)
 - Gouvernement d'Abou Dhabi, Émirats arabes unis (Asma Al Mannaei)
 - Gouvernement d'Éthiopie (Fitsum Assefa Adela)
 - Gouvernement de Trinité-et-Tobago (Donna-Mae Knights)
 - Gouvernement du Royaume-Uni, Cabinet Office (David Halpern)
 - Kyushu University (Kenichi Tsukahara)
 - McMaster University, qui héberge le McMaster Health Forum qui agit comme secrétariat pour le réseau COVID-END et la Commission sur les données probantes (John Lavis et Jenn Verma)
 - National Council for the Evaluation of Social Development Policy of Mexico, ou CONEVAL (Gonzalo Hernández Licona)
 - National COVID-19 Clinical Evidence Taskforce (Julian Elliott)
 - National Institute for Health and Care Excellence (Gillian Leng)
 - Northwestern University (Larry Hedges)
 - Omar Niode Foundation (Amanda Katili Niode)
 - Institut de recherche de l'Hôpital d'Ottawa (Jeremy Grimshaw)
 - Parlement d'Australie (Andrew Leigh)
 - Envoyé spécial du président pour le changement climatique (Amanda Katili Niode)
 - Pulse Lab Jakarta, Initiative Global Pulse des Nations Unies, qui est administrée en Indonésie par le Programme des Nations Unies pour le développement (Petrarca Karetji)
 - RTI International (Petrarca Karetji)
 - Save the Children (Antaryami Dash)
 - Comité scientifique sur le changement climatique, Chili (Soledad Quiroz Valenzuela)
 - The Climate Reality Project (Amanda Katili Niode)
 - The Education Partnership (TEP) Centre (Modupe Adefeso-Olateju)
 - The Red Leaf Groups (Jinglin He)
 - UNICEF (Antaryami Dash and Kerry Albright)
 - Programme des Nations Unies pour le développement (Petrarca Karetji)
 - University of Leeds (Jan Minx)
 - Université d'Ottawa (Jeremy Grimshaw)
 - University of Oxford, qui héberge le Multidimensional Poverty Network (Gonzalo Hernández Licona)
 - Universidad Santo Tomás (Soledad Quiroz Valenzuela)
 - Vox Media (Julia Belluz)

- Participation dans une entreprise à but lucratif
 - Australia 200 ETF (membre de la famille d'Andrew Leigh)
 - Ethically Conscious International Shares Index ETF (membre de la famille d'Andrew Leigh)
- Participation dans une entité à but non lucratif constituée en société
 - Behavioural Insights Team (David Halpern)
 - Covidence (Julian Elliott)
- Droits et redevances de propriété intellectuelle (par exemple, licences et brevets)
 - Black Inc. Books – redevances sur des livres (Andrew Leigh)
 - MIT Press – redevances sur des livres (Andrew Leigh)
 - Penguin Random House – redevances sur des livres (David Halpern)
 - Polity – redevances sur des livres (David Halpern)
 - Yale Press – redevances sur des livres (Andrew Leigh)
- Contrats ou subventions à des projets entrepris
 - American Institutes for Research (Larry Hedges)
- Membre d'un conseil (ou d'un conseil consultatif) recevant une provision, des honoraires ou une autre rémunération pour leurs services
 - American Institutes for Research (Larry Hedges)
 - Campbell Collaboration (Jeremy Grimshaw)
- Consultant ou conseiller à long terme et/ou à temps plein recevant des honoraires ou une autre rémunération pour leurs services
 - Fonds des Nations Unies pour la population (Jinglin He)
- Consultant ou conseiller à court terme et/ou à durée limitée recevant des honoraires ou autre rémunération pour leurs services (y compris le remboursement des frais de déplacement)
 - 3ie (Gonzalo Hernández Licona)
 - Inter-American Development Bank (Gonzalo Hernández Licona)
 - Oxford Poverty and Human Development Initiative (Gonzalo Hernández Licona)
 - UNICEF (Gonzalo Hernández Licona)
 - Organisation mondiale de la Santé, qui héberge le secrétariat pour EVIPNet (John Lavis)
 - Banque mondiale (Gonzalo Hernández Licona)
- Honoraires de présentateur ou d'auteur, honoraires ou autre rémunération pour donner une conférence ou rédiger un rapport
 - Non applicable
- Frais de participation aux réunions (par exemple, participation, voyage ou repas) payés
 - Bill and Melinda Gates Foundation (Howard White)
 - Guidelines International Network (Gillian Leng)
 - William and Flora Hewlett Foundation (Kerry Albright)
- Bénévole (y compris membre du conseil d'administration) ne recevant pas de rémunération pour leurs services
 - Cochrane (Jeremy Grimshaw, John Lavis, Julian Elliott)
 - Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Jan Minx)
- Relation avec des organisations ayant des liens financiers ou d'autres affiliations (par exemple, une société professionnelle)
 - Academy of the Social Sciences in Australia (Andrew Leigh)
 - Academy of Social Sciences in the United Kingdom (David Halpern)
 - Bill and Melinda Gates Foundation (Steven Kern)
 - Campbell Climate Solutions Coordinating Group (Jan Minx)
 - Campbell South Asia (Howard White)
 - Campbell UK et Campbell Ireland (Howard White)
 - Groupe d'étude canadien sur les soins de santé préventifs (membre de la famille de Jeremy Grimshaw)
 - Cochrane Group on Effective Practice and Organisational Change (Gillian Leng et Jeremy Grimshaw)
 - Evidence Synthesis International (Jeremy Grimshaw)
 - Heywood Foundation (David Halpern)

- International Centre for Evaluation and Development (Howard White)
- International Network for Government Science Advice (Soledad Quiroz Valenzuela)
- Royal Society of Medicine (Gillian Leng)
- Society for Research on Educational Effectiveness (Larry Hedges)
- Relation avec des organisations qui défendent les positions de l'industrie ou des politiques
 - Bill and Melinda Gates Foundation (Steven Kern)
 - Canadian Organization for Rare Disorders (Maureen Smith)
 - Conservation International (Neil Vora)
 - Gouvernement du Royaume-Uni, Stratégie commerciale, énergétique et industrielle (Gillian Leng)
 - People's Action for Learning Network (Modupe Adefeso-Olateju)
 - The Awakening, un programme de IPHC World Missions (Hadiqa Bashir)

8.6 Conseillers et autres remerciements

Les commissaires et le secrétariat tiennent à remercier les nombreux conseillers qui ont contribué à façonner le rapport, leurs commentaires sur les sections provisoires et leurs idées sur les voies d'influence :

- partenaires du réseau COVID-END (voir la **section 1.5** ainsi que la page Web des [partenaires de COVID-END](#))
- représentants des bailleurs de fonds (voir [section 8.4](#))
- co-organisateurs d'un certain nombre d'événements au cours desquels des sections préliminaires et/ou des recommandations de la Commission sur les données probantes ont été discutées, notamment :
 - « Cochrane Convenes », qui ont été co-organisé par Cochrane, COVID-END et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)
 - Engaging Evidence 2021, qui a été co-organisé par les centres Cochrane, GIN, GRADE et JBI en Australie et en Nouvelle-Zélande
 - Webinaire Bat-Sheva de Rothschild sur le fait de repenser le chemin des données probantes à la prise de décision, qui a été co-organisé par l'IS-PEC et l'unité Evidence to Policy and Impact de l'OMS
 - Global Evidence-to-Policy Summit, organisé par le réseau des politiques fondées sur des données probantes de l'OMS
 - Evidence for Policymakers 2021, qui a été co-organisé par la Strengthening and Transferring Evidence for Policies and Politics Society et l'Universiteit Leiden.

Les commissaires et le secrétariat remercient également les six organisations qui ont soutenu financièrement les traductions du rapport de la Commission sur les données probantes.

pour l'arabe, le Knowledge to Policy Center,
Université américaine de Beyrouth, sous la
supervision de Fadi El-Jardali



pour le chinois, l'Institute of Health Data Science,
Université de Lanzhou, sous la supervision de
Yaolong Chen, Xuan Yu et Qi Wang



pour le français, le McMaster Health Forum,
sous la supervision de François-Pierre Gauvin



pour le portugais, Fiocruz Brasília, sous la
supervision de Jorge Barreto



pour le russe, l'Académie médicale russe pour la
formation professionnelle continue, qui héberge
Cochrane Russie, avec la supervision de Liliya
Eugenevna Ziganshina, Ekaterina Yudina et Dilyara
Nurkhametova



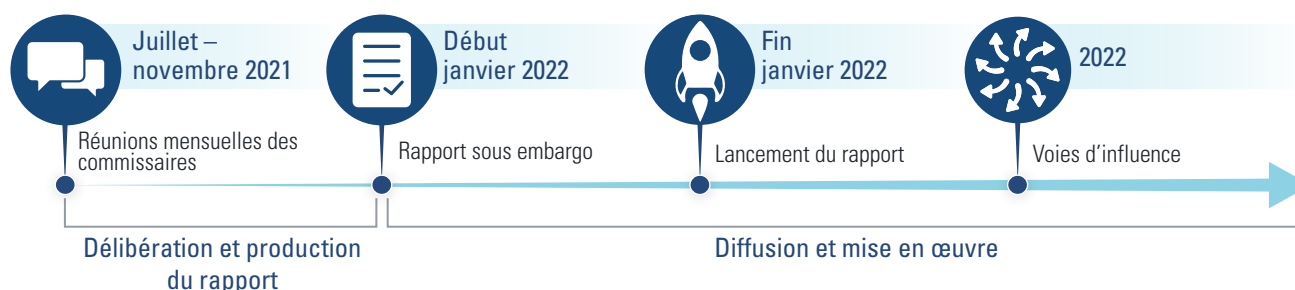
pour l'espagnol, l'Unité pour les données probantes
et la délibération pour éclairer la prise de décision de
la Faculté de médecine de l'Université d'Antioquia
(UdeA), sous la supervision de Daniel F. Patiño-Lugo.



Nous remercions également Hari Patel et ses collègues d'Akshari Solutions pour la préparation de la mise en page finale du rapport en anglais et dans six autres langues.

8.7 Chronologie

Échéancier abrégé



La période active de la Commission sur les données probantes a été de juillet à décembre 2021, avec des points de contact facultatifs occasionnels prévus jusqu'en 2022.

	Jalons	Dates
Délibérer et façonner le rapport	Réunion inaugurale pour : <ul style="list-style-type: none"> établir le cadre de référence et formaliser le plan de travail prioriser les sujets pour les analyses et les synthèses de données probantes délibérer sur la première série de sections (infographies, tableaux et zones de texte) et sur les voies d'influence (conseillers et événements) 	Juillet 2021
	Délibérer sur la deuxième itération des sections	Août 2021
	Délibérer sur la troisième itération des sections et sur les recommandations préliminaires	Septembre 2021
	[Facultatif] Assister aux conférences Cochrane Convenes et à d'autres événements pour recueillir les commentaires des parties prenantes concernant les messages clés	Octobre 2021
	Délibérer sur la quatrième itération des sections et sur les recommandations	Octobre 2021
	Examiner l'avant-dernière version du rapport final et finaliser les recommandations	Novembre 2021
	[Facultatif] Assister au WHO Global Evidence-to-Policy (E2P) Summit et à d'autres événements pour recueillir les commentaires des parties prenantes concernant les messages clés	Novembre 2021
Publication	Finaliser le rapport en anglais	Décembre 2021
	Publier le rapport final en sept langues (arabe, chinois, anglais, français, portugais, russe et espagnol)	Fin janvier 2022
Diffusion et mise en œuvre	Poursuivre les voies d'influence, telles que : <ul style="list-style-type: none"> diffuser des messages clés lors (ou parallèlement) de réunions mondiales (par exemple, G7, G20 et Assemblée mondiale de la santé) assurer la liaison avec des groupes bien placés pour identifier et soutenir la réalisation des futurs jalons 	Janvier – décembre 2022
	Rapport sur les progrès après un an et trois ans	Janvier 2023 et janvier 2025



8.8 Annexe à la section 8.1 – Liste des rapports des commissions mondiales

Nom de la commission (et des rapports s'il y en a plusieurs)	Année de publication	Date de publication prévue	Nombre de recommandations
3-D Commission: Health determinants, data, and decision-making (2)	2021		10
Business and sustainable development commission			
• Better business, better world: The report of the business and sustainable development commission (3)	2017		9
• Better finance, better world: Consultation paper of the Blended Finance Taskforce (4)	2018		6
• Better finance, better food: Investing in the new food and land-use economy (5)	2020		7
• Infra 3.0: Better finance, better infrastructure (6)	2019		4
Champions 12.3 (7)	2020		6
Commission on a global health-risk framework for the future (8)	2016		26
Education commission (9)	2016*		38
Food and land-use coalition (10)	2019		44
G20 high-level independent panel on financing the global commons for pandemic preparedness and response (11)	2021		19
Global commission for post-pandemic policy (12)		ns**	0
Global commission for urgent action on energy efficiency (13)	2020		10
Global commission on adaptation			
• Adapt now: A global call for leadership on climate resilience (14)	2019		26
• Building forward better from COVID-19: Accelerating action on climate adaptation (15)	2020		15
Global commission on drug policy			
• Enforcement of drug laws: Refocusing on organized crime elites (16)	2020		5
• Classification of psychoactive substances: When science was left behind (17)	2019		3
• Regulation: The responsible control of drugs (18)	2018		6
• The world drug perception problem: Countering prejudices about people who use drugs (19)	2017		6
• Advancing drug policy reform: A new approach to decriminalization (20)	2016		5
• Drug policy and city government (21)	2021		4
• Drug policy and deprivation of liberty (22)	2019		4
• Drug policy and the sustainable development agenda (23)	2018		1
Global commission on internet governance (24)	2016		65
Global commission on the economy and climate			
• The sustainable infrastructure imperative (25)	2016		12
• Unlocking the inclusive growth story of the 21st century: Accelerating climate action in urgent times (26)	2018		72
Global commission on the future of work (27)	2019		12
Global commission on the stability of cyberspace (28)	2019		6
Global commission to end energy poverty (29)	2020		14
Global education evidence advisory panel (30)	2020*	ns**	10
Global health crises task force (31)	2017		48
Global high-level panel on water and peace (32)	2017		40

Global ocean commission (33)	2016		14
Global task force on cholera control (34)	2017		17
Global zero (35)	2017		49
High-level commission on health employment and economic growth (36)	2016		20
High-level panel for a sustainable ocean economy (37)	2020		35
High-level panel of experts on food security and nutrition			
• Promoting youth engagement and employment in agriculture and food systems (38)	2021		40
• Food security and nutrition: Building a global narrative towards 2030 (39)	2020		62
• Agroecological approaches and other innovations for sustainable agriculture and food systems that enhance food security and nutrition (40)	2019		31
• Multi-stakeholder partnerships to finance and improve food security and nutrition in the framework of the 2030 Agenda (41)	2018		23
• Nutrition and food systems (42)	2017		37
• Sustainable forestry for food security and nutrition (43; 44)	2017		37
• Sustainable agricultural development for FSN: what roles for livestock? (44)	2016		48
High-level panel of legal experts on media freedom			
• Advice on promoting more effective investigations into abuses against journalists (45)	2020		7
• Report on providing safe refuge to journalists at risk (46)	2020		9
• A pressing concern: Protecting and promoting press freedom by strengthening consular support to journalists at risk (47)	2020		5
• Report on the use of targeted sanctions to protect journalists (48)	2020		11
High-level panel on access to medicines (49)	2017		24
High-level panel on digital interdependence (50)	2019		11
High-level panel on humanitarian financing (51)	2016		15
High-level panel on internal displacement (52)	2021		78
High-level panel on international financial accountability, transparency and integrity for achieving the 2030 agenda (53)	2021		34
High-level panel on the future of multilateral development banking (54)	2016		10
High-level panel on water (55)	2018		31
High-level panel on women's economic empowerment			
• A call to action for gender equality and women's economic empowerment (56)	2016		23
• Taking action for transformational change on women's economic empowerment (57)	2017		28
Independent panel for pandemic preparedness and response (58)	2021		28
International commission on the future of food and agriculture (59)	2019*	ns**	28
International commission on the futures of education (60)	2020*	2021/11	9
Lancet (WHO-UNICEF-Lancet) Commission: A future for the world's children? (61)	2020		10
Lancet (Guttmacher-Lancet) Commission: Accelerate progress - sexual and reproductive health and rights for all (62)	2018		12
Lancet Commission: COVID-19		2021	0
Lancet (EAT-Lancet) Commission: Food in the anthropocene - Healthy diets from sustainable food systems (63)	2018		5
Lancet (Lancet-Financial Times) Commission: Governing health futures 2030 - Growing up in a digital world (64)		2021	0
Lancet Commission: High-quality health systems in the Sustainable Development Goals era – Time for a revolution (65)	2018		13
Lancet (Lancet-Chatham House) Commission: Improving population health post COVID-19 (66)		2022	0
Lancet (UCL-Lancet) Commission: Migration and health - The health of a world on the move (67)	2018		16

Lancet Commission: Non-communicable diseases and injuries (NCDIs) and poverty - Bridging a gap in universal health coverage for the poorest billion (68)	2020		12
Lancet Commission: Our future - Adolescent health and wellbeing (69)	2016		23
Lancet Commission: Pollution and health (70)	2017		15
Lancet Commission: The global syndemic of obesity, undernutrition, and climate change (71)	2019		9
Lancet Commission: Women and cardiovascular disease - Reducing the global burden by 2030 (72)	2021		29
Partnership for health system sustainability and resilience (73)		ns**	0
Reform for resilience (74)	2021	2021	11
WHO independent high-level commission on noncommunicable diseases (75)	2019		8

* *le plus récent*

** *ns = non spécifié*



8.9 Annexe à l'annexe 8.5 – Politique de conflits d'intérêts

La Commission sur les données probantes a élaboré une politique sur les conflits d'intérêts qui comportait trois éléments :

- remplir un formulaire de divulgation par les commissaires et le personnel clé du secrétariat
- analyse de ces formulaires de divulgation par un membre du secrétariat (Jennifer Thornhill Verma) à l'aide d'un modèle d'évaluation des risques (et si des problèmes surviennent, par un conseiller indépendant)
- analyse par un comité composé de deux experts indépendants en conflits d'intérêts pour examiner toute préoccupation soulevée lors du processus de sélection et proposer un plan de gestion des risques.

Le formulaire de divulgation, le modèle d'évaluation des risques et le processus de gestion des risques ont été élaborés avec les conseils de Lisa Bero et éclairés par des recherches empiriques sur la gestion des conflits d'intérêts.(76-78)

Le formulaire de divulgation des conflits d'intérêts était le suivant :

Emploi – décrivez votre emploi actuel (ajoutez plus de lignes si plus d'un emploi au cours des cinq dernières années)

Poste et nom de l'employeur	
-----------------------------	--

Intérêts financiers – ne divulguez le soutien que d'entités qui pourraient être affectées financièrement par le rapport de la Commission sur les données probantes et qui ont été reçues dans les cinq années avant que ce formulaire ne soit rempli (notez que les sources de financement public, telles que les agences gouvernementales ou les établissements universitaires, n'ont pas besoin d'être divulguées)

Type d'intérêt	Source de financement (par exemple, la fondation X)	Période d'activité (par exemple, si actuelle et dates)	Nature de l'activité (par exemple, frais de présentation, subvention de projet) et objectif (par exemple, titre du rapport ou nom du produit)	Valeur des paiements (en CDN\$)
Propriété de l'entreprise (par exemple, actions ou options)				
Droits et redevances de propriété intellectuelle (par exemple, licences et brevets)				
Rémunération des membres d'un conseil d'administration (ou d'un conseil consultatif), honoraires, etc.				
Contrats ou subventions pour entreprendre des projets				
Honoraires de consultation, etc.				
Honoraires de présentateur ou d'auteur, etc.				
Frais de participation à des réunions qui ont été payés (par exemple, participation, voyage ou repas)				
Autres pratiques privées ou revenus professionnels				
Soutien en nature				
Membre de la famille avec l'un des intérêts financiers ci-dessus				

Intérêts organisationnels – divulguiez les relations avec d’autres organisations (c’est-à-dire qui ne répondent pas aux critères ci-dessus) qui ont un intérêt financier ou non financier dans le rapport de la Commission sur les données probantes et qui ont eu lieu dans les cinq années avant que ce formulaire ne soit rempli.

Type d’intérêt	Type de relation (par exemple, emploi, poste de direction ou membre)	Description
Relation avec des organisations ayant des liens financiers ou d’autres affiliations avec des groupes industriels qui pourraient bénéficier ou pourraient être affectés par le rapport de la Commission sur les données probantes (par exemple, une société professionnelle)		
Relation avec des organisations qui défendent des positions connues de l’industrie ou des politiques		
Membre de la famille avec l’un des intérêts organisationnels ci-dessus		

Autre

Existe-t-il d’autres intérêts, facteurs ou circonstances pertinents non abordés ci-dessus ?	
---	--

Informations supplémentaires

Souhaitez-vous fournir des informations supplémentaires concernant la déclaration de conflits d’intérêts ci-dessus ?	
--	--

Le modèle d’évaluation des risques impliquait la prise en compte des facteurs suivants :

- contexte et pertinence par rapport aux travaux de la Commission sur les données probantes
- nature de la relation (financière, personnelle, pertinence)
- montant de la relation (financière)
- durée de la relation
- nombre de relations (par exemple, liens financiers avec une seule entreprise ou plusieurs entreprises)
- type d’entreprise (pertinence pour le travail en question et utilité si les recommandations sont favorables; risque d’atteinte à la réputation)
- paiements directs ou indirects (par exemple, à une personne ou à une institution)
- niveau de contrôle (par exemple, membre du conseil d’administration par rapport à un consultant ponctuel)
- risque de biais (par exemple, lors de la formulation de recommandations).

Le plan de gestion des risques a pris en compte :

- le niveau de risque (élevé, modéré ou faible)
- les options de gestion des risques, qui comprenaient :
 - des stratégies pour éliminer les conflits (par exemple, effort de bonne foi du secrétariat pour identifier les commissaires sans conflits ; les candidats potentiels n’acceptent pas de devenir commissaire ou éliminent tous les liens financiers)
 - des stratégies pour atténuer les conflits (par exemple, les commissaires et les membres du personnel du secrétariat ne participent pas aux discussions connexes, à la rédaction ou à la révision de certaines sections ou recommandations, ou au vote ou à la ratification des recommandations).

Le modèle résultant a pris la forme suivante :

Niveau de risque	Considérations	Exemples	Gestion
Élevé	<ul style="list-style-type: none"> • Pertinent, personnel, financier – montant important, longue durée, contrôle • Nombreuses relations • Risque d’atteinte à la réputation 	<ul style="list-style-type: none"> • Employé • Consultant à long terme • Membre d’un conseil d’administration • Conjoint est un employé d’une entreprise • Liens avec une entreprise à risque d’atteinte à la réputation 	<ul style="list-style-type: none"> • Ne pas participer au comité • Éliminer les conflits d’intérêts • Ne peut pas être président de comité • Équilibre du comité
Modéré	<ul style="list-style-type: none"> • Pertinent, personnel, financier – petit montant, courte durée, contrôle minimal • Peu de relations • Risque d’atteinte à la réputation 	<ul style="list-style-type: none"> • Consultant, honoraires, voyages • Un enfant qui travaille comme commis pour une entreprise • Subventions d’une entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> • Restrictions de participation • Ne peut pas être président d’un comité • Éliminer les conflits d’intérêts • Équilibre du comité
Faible	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune relation financière personnelle, aucun contrôle 	<ul style="list-style-type: none"> • Subvention à l’institution d’une entreprise • Articles publiés dans The Conversation sur un sujet pertinent • Témoignage devant des comités gouvernementaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Participation totale ou certaines restrictions
Aucun	<ul style="list-style-type: none"> • Comme ci-dessus 	<ul style="list-style-type: none"> • Publications universitaires uniquement - exemples d’expertise, pas de conflit d’intérêts 	

8.10 Bibliographie

1. Commission on Evidence-Based Policymaking. The promise of evidence-based policymaking. Washington: United States Government Printing Office; 2017.
2. 3-D Commission. Data, social determinants, and better decision-making for health: The report of the 3-D Commission. Boston: 3-D Commission; 2021.
3. Oppenheim J, Boyd O, Campbell G, et al. Better business, better world. London: Business and Sustainable Development Commission; 2017.
4. Blended Finance Taskforce. Better finance, better world: Consultation paper of the Blended Finance Taskforce. London: Business and Sustainable Development Commission; 2018.
5. Blended Finance Taskforce. Better finance, better food: Investing in the new food and land use economy. London: Business and Sustainable Development Commission; 2020.
6. Blended Finance Taskforce. Infra 3.0: Better finance, better infrastructure. London: Business and Sustainable Development Commission; 2019.
7. Lipinski B. SDG target 12.3 on food loss and waste: 2021 Progress report. Washington: Champions 12.3; 2021.
8. Commission on a Global Health Risk Framework for the Future. The neglected dimension of global security: A framework to counter infectious disease crises. Washington: National Academy of Sciences; 2016.
9. The Education Commission. The learning generation: Investing in education for a changing world. New York: The International Commission on Financing Global Education Opportunity; 2016.
10. The Food and Land Use Coalition. Growing better: Ten critical transitions to transform food and land use. London: The Food and Land Use Coalition; 2019.
11. G20 High Level Independent Panel on Financing the Global Commons for Pandemic Preparedness and Response. A global deal for our pandemic age. Venice: Financing the Global Commons for Pandemic Preparedness and Response; 2021.
12. Global Commission for Post-Pandemic Policy. Report. Global Commission for Post-Pandemic Policy. <https://globalcommissionforpostpandemicpolicy.org/> (accessed 27 October 2021).
13. Global Commission for Urgent Action on Energy Efficiency. Recommendations of the global commissions. Paris: International Energy Agency; 2020.
14. Bapna M, Brandon C, Chan C, et al. Adapt now: A global call for leadership on climate resilience. Rotterdam: Global Commission on Adaptation; 2019.
15. Saghir J, Ijjasz-Vasquez EJ, Schaeffer M, So J, Chen A, Mena Carrasco M. Building forward better from COVID-19: Accelerating action on climate adaptation. State and trends in adaptation report 2020. Rotterdam: Global Center on Adaptation; 2020.
16. Global Commission on Drug Policy. Enforcement of drug laws: Refocusing on organized crime elites. Geneva: Global Commission on Drug Policy; 2020.
17. Global Commission on Drug Policy. Classification of psychoactive substances: When science was left behind. Geneva: Global Commission on Drug Policy; 2019.
18. Global Commission on Drug Policy. Regulation: The responsible control of drugs. Geneva: Global Commission on Drug Policy; 2018.
19. Global Commission on Drug Policy. The world drug perception problem: Countering prejudices about people who use drugs. Geneva: Global Commission on Drug Policy; 2017.
20. Global Commission on Drug Policy. Advancing drug policy reform: A new approach to decriminalization. Geneva: Global Commission on Drug Policy; 2016.
21. Global Commission on Drug Policy. Drug policy and city government. Geneva: Global Commission on Drug Policy; 2021.
22. Global Commission on Drug Policy. Drug policy and deprivation of liberty. Geneva: Global Commission on Drug Policy; 2019.
23. Global Commission on Drug Policy. Drug policy and the sustainable development agenda. Geneva: Global Commission on Drug Policy; 2018.
24. Global Commission on Internet Governance. One internet. Waterloo: Centre for International Governance Innovation; 2016.
25. Global Commission on the Economy and Climate. The sustainable infrastructure imperative. Washington: The New Climate Economy; 2016.
26. Global Commission on the Economy and Climate. Unlocking the inclusive growth story of the 21st century: Accelerating climate action in urgent times. Washington: The New Climate Economy; 2018.
27. Global Commission on the Future of Work. Work for a brighter future. Geneva: International Labour Organization; 2019.
28. Global Commission on the Stability of Cyberspace. Advancing cyberstability. The Hague: The Hague Centre for Strategic Studies; 2019.
29. Global Commission to End Energy Poverty. Electricity access. New York: MIT Energy Initiative; 2020.
30. World Bank. Global education evidence advisory panel. Washington: World Bank; 2021. <https://www.worldbank.org/en/topic/teachingandlearning/brief/global-education-evidence-advisory-panel> (accessed 28 October 2021).
31. Global Health Crises Task Force. Report of the Global Health Crises Task Force. New York: United Nations; 2017.

32. Global High-Level Panel on Water and Peace. A matter of survival. Geneva: Swiss Agency for Development and Cooperation; 2017.
33. Global Ocean Commission. The future of our ocean: Next steps and priorities. Oxford: Somerville College; 2016.
34. Global Task Force on Cholera Control. Ending cholera: A global roadmap to 2030. Annecy: Mérieux Foundation; 2017.
35. Global Zero. Global Zero action plan. Paris: Global Zero; 2017. <https://www.globalzero.org/reaching-zero/> (accessed 28 October 2021).
36. Horton R, Araujo EC, Bhorat H, et al. Final report of the expert group to the high-level commission on health employment and economic growth. Geneva: World Health Organization; 2016.
37. High Level Panel for Sustainable Ocean Economy. Ocean solutions that benefit people, nature and the economy. Washington: World Resources Institute; 2020.
38. High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition. Promoting youth engagement and employment in agriculture and food systems. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome: Food and Agriculture Organization; 2021.
39. High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition. Food security and nutrition: Building a global narrative towards 2030. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome: Food and Agriculture Organization; 2020.
40. High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition. Agroecological and other innovative approaches for sustainable agriculture and food systems that enhance food security and nutrition. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome: Food and Agriculture Organization; 2019.
41. High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition. Multi-stakeholder partnerships to finance and improve food security and nutrition in the framework of the 2030 agenda. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome: Food and Agriculture Organization; 2018.
42. High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition. Nutrition and food systems. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome: Food and Agriculture Organization; 2017.
43. High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition. Sustainable forestry for food security and nutrition. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome: Food and Agriculture Organization; 2017.
44. High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition. Sustainable agricultural development for food security and nutrition: What roles for livestock? A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome: Food and Agriculture Organization; 2016.
45. High Level Panel of Legal Experts on Media Freedom. Advice on promoting more effective investigations into abuses against journalists. London: International Bar Association; 2020.
46. Yeginsu C. Report on providing safe refuge to journalists at risk. High Level Panel of Legal Experts on Media Freedom. London: International Bar Association; 2020.
47. High Level Panel of Legal Experts on Media Freedom. A pressing concern: Protecting and promoting press freedom by strengthening consular support to journalists at risk. London: International Bar Association; 2020.
48. High Level Panel of Legal Experts on Media Freedom. Report on the use of targeted sanctions to protect journalists. London: International Bar Association; 2020.
49. High Level Panel on Access to Medicines. Promoting innovation and access to health technologies. New York: United Nations; 2016.
50. High Level Panel on Digital Interdependence. The age of digital interdependence. New York: United Nations; 2019.
51. High Level Panel on Humanitarian Financing. Too important to fail: Addressing the humanitarian financing gap. Istanbul: ReliefWeb; 2016.
52. High Level Panel on Internal Displacement. Shining a light on internal displacement: A vision for the future. Geneva: United Nations; 2021.
53. High Level Panel on International Financial Accountability TalfAtA. Financial integrity for sustainable development. New York: United Nations; 2021.
54. High Level Panel on the Future of Multilateral Development Banking. Multilateral development banking for this century's development challenges: Five recommendations to shareholders of the old and new multilateral development banks. Washington: Center for Global Development; 2016.
55. High Level Panel on Water. Making every drop count: An agenda for water action. New York: United Nations; 2018.
56. High Level Panel on Women's Economic Empowerment. A call to action for gender equality and women's economic empowerment. Leave no one behind. New York: United Nations; 2016.
57. High Level Panel on Women's Economic Empowerment. Taking action for transformational change on women's economic empowerment. Leave no one behind. New York: United Nations; 2017.
58. The Independent Panel for Pandemic Preparedness and Response. COVID-19: Make it the last pandemic. Geneva: World Health Organization; 2021.
59. International Commission on the Future of Food and Agriculture. Manifesto on food for health: Cultivating biodiversity, cultivating health. New Delhi: Navdanya International; 2019.

60. International Commission on the Futures of Education. Education in a post-COVID world: Nine ideas for public action. Paris: UNESCO; 2020.
61. Clark H, Marie Coll-Seck A, Banerjee A, et al. A future for the world's children? A WHO-UNICEF-Lancet Commission. *The Lancet* 2020; 395: 605–658.
62. Starrs AM, Ezeh AC, Barker G, et al. Accelerate progress – Sexual and reproductive health and rights for all: Report of the Guttmacher–Lancet commission. *The Lancet* 2018; 391(10140): 2642–2692.
63. Willett W, Rockström J, Loken B, et al. Food in the Anthropocene: The EAT–Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems. *The Lancet* 2019; 393(10170): 447–492.
64. Kickbusch I, Piselli D, Agrawal A, et al. The Lancet and Financial Times Commission on governing health futures 2030: Growing up in a digital world. *The Lancet* 2021; 398(10312): 1727–1776.
65. Kruk ME, Gage AD, Arsenault C, et al. High-quality health systems in the Sustainable Development Goals era: Time for a revolution. *The Lancet Global Health* 2018; 6(11): 1196–1252.
66. The Lancet-Chatham House Commission. Improving population health post COVID-19. Cambridge: Behaviour Change by Design; 2021. <https://www.healthpostcovid-19.org/> (accessed 29 October 2021).
67. Abubakar I, Aldridge RW, Devakumar D, et al. The UCL–Lancet Commission on Migration and Health: The health of a world on the move. *The Lancet* 2018; 392(10164): 2606–2654.
68. Bukhman G, Mocumbi AO, Atun R, et al. The Lancet NCDI Poverty Commission: Bridging a gap in universal health coverage for the poorest billion. *The Lancet* 2020; 396(10256): 991–1044.
69. Patton GC, Sawyer SM, Santelli JS, et al. Our future: A Lancet Commission on adolescent health and wellbeing. *The Lancet* 2016; 287: 2423–2478.
70. Landrigan PJ, Fuller R, Acosta NJR, et al. The Lancet Commission on pollution and health. *The Lancet* 2017; 391(10119): 462–512.
71. Swinburn BA, Kraak VI, Allender S, et al. The global syndemic of obesity, undernutrition, and climate change: The Lancet Commission report. *The Lancet* 2019; 393(10173): 791–846.
72. Vogel B, Acevedo M, Appelman Y, et al. The Lancet women and cardiovascular disease commission: Reducing the global burden by 2030. *The Lancet* 2021; 397(10292): 2385–2438.
73. Partnership for Health Sustainability and Resilience. Interim report of the pilot phase. London: The London School of Economics and Political Science; 2021.
74. Reform for Resilience Commission. Research report. London: Reform for Resilience; 2021.
75. World Health Organization. It's time to walk the talk: WHO independent high-level commission on noncommunicable diseases final report. Geneva: World Health Organization; 2019.
76. Boyd EA, Bero LA. Assessing faculty financial relationships with industry: A case study. *Journal of the American Medical Association* 2000; 284(17): 2209–14.
77. Boyd EA, Lipton S, Bero LA. Implementation of financial disclosure policies to manage conflicts of interest. *Health Affairs* 2004; 23(2): 206–14.
78. Boyd EA, Bero LA. Improving the use of research evidence in guideline development: 4. Managing conflicts of interests. *Health Research Policy and Systems* 2006; 4(1): 16.